ASSEMBLÉE NATIONALE

25 avril 2014

DROIT À L'INFORMATION DANS LE CADRE DES PROCÉDURES PÉNALES - (N° 1814)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CL33

présenté par
Mme Untermaier, rapporteure

ARTICLE 4

A l'alinéa 11, substituer aux mots : « Les conditions dans lesquelles elle a la possibilité de contester », les mots : « Le droit de connaître les modalités de contestation de ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement propose de limiter l'étendue des informations visées à l'alinéa 11 qui doivent être mentionnées dans le document écrit remis à toute personne privée de liberté aux seules "modalités de contestation" de la mesure privative de liberté - c'est à dire les voies procédurales - et non à l'ensemble des conditions de fond et de forme dans lesquelles cette personne peut contester cette mesure, qui inclut par exemple tout le régime des nullités ou de la responsabilité...